

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Construction d'un axe de sécurisation AEP du territoire du CLEP de Montmartin-Cérences

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

SDEAU 50

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

Jacky BOUVET, Président

RCS / SIRET

2 0 0 0 3 3 4 6 2 0 0 0 5 8

Forme juridique

EPSMC

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
22. Installation d'aqueducs sur de longues distances.	Canalisation d'eau dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur est supérieur ou égal à 2 000 m ² . Dans le cas présent, le produit du diamètre extérieur (> 200 ou 250 mm) par la distance (28 000 m), est supérieur à 2000 m ² (5600 pour le diamètre 200, 7000 pour le diamètre 250).

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Création d'un axe structurant comprenant la fourniture et la pose d'environ 28 km de canalisation en fonte de diamètre intérieur 200 mm à 250 mm, la création d'un réservoir semi-enterré de 300 m³ à Cérences et sa station de pompage.

La liaison raccorde les ouvrages suivants :

- Réservoir de Hyenville au réservoir semi-enterré projeté de Cérences (lieu-dit Le Loreur)
- Réservoir de Granville - St Nicolas au réservoir semi-enterré projeté de Cérences (lieu-dit Le Loreur).

4.2 Objectifs du projet

Secours mutuel en approvisionnement en eau potable entre Granville, Cérences et Montmartin-sur-Mer afin de faire face à une pénurie en distribution d'eau potable (panne d'usine de traitement d'eau potable, pollution accidentelle de cours, réserve disponible insuffisante, période de pointe, consommation estivale, étiage)

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Les travaux seront scindés en trois parties :

- partie canalisation nord entre le réservoir de Hyenville et Cérences, comprenant la fourniture et la pose d'environ 13 km de canalisation en fonte Ø 200 mm
- partie canalisation sud entre le réservoir de Cérences et Granville - St Nicolas, comprenant la fourniture et la pose d'environ 15 km de canalisation en fonte Ø 200 ou 250 mm (à ce stade, la maître d'ouvrage n'a pas statué sur le choix du diamètre de la conduite)
- partie réservoir et station de pompage, comprenant la réalisation des terrassements, la réalisation du génie civil (réservoir de 300 m³ et bâtiment d'exploitant d'une surface de l'ordre de 70 m²), fourniture et mise en oeuvre des organes de pompage, et raccordement au réservoir existant

- Détail du chantier :

Création d'une piste de travail comportant différentes zones pour dépôt terre végétale, pose des tuyaux en attente, circulation, ouverture de la tranchée, dépôt des déblais.

Les engins utilisés sont des pelles mécaniques (pelle à chenilles ou à pneus), des compacteurs à main (ou plaques vibrantes) et des camions benne, une raboteuse pour ouvrir la tranchée

Les matériaux extraits des tranchées sont en principe mis en décharge et remplacés par du sable compacté pour le lit de pose et l'enrobage de la canalisation, surmonté par des matériaux d'apport compactés par couches, puis par la fondation de chaussée. L'épaisseur minimale de couverture au dessus de la canalisation est de 80 cm voire 1 mètre.

- Compactage puis réfection de la chaussée ou chemin.
- 1 forage dirigé est prévu (annexe7)
- Essais d'étanchéité, nettoyage avant mise en service

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Les infrastructures créées ont pour objectif de palier un manque d'eau en période de pointe. En fonctionnement normal, le débit sanitaire sera renouvelé en consommant un tiers du volume de la canalisation chaque jour. Pour maintenir un bon état intérieur de la canalisation, le sens de circulation de l'eau sera inversé tous les quinze jours ; cela permet également d'équilibrer les échanges en eau.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?
 La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s)

- La construction du réservoir est soumise à Permis de Construire

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
28 km de canalisation en fonte Ø 200 à 250 mm Un réservoir de 300 m³ en béton armé et sa station de pompage, bâtiment d'exploitation présentant une surface d'environ 70 m²	

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s)
d'implantation

Création du réservoir à Cérences au
lieu-dit Le Loreur : coordonnées
géographiques indiquées ci-contre

Raccordement au réservoir de
Hyenville : point de départ

Raccordement au réservoir de
Granville - St Nicolas : point d'arrivée

Coordonnées géographiques¹

Long. ___° ___' ___" Lat. ___° ___' ___"

Pour les catégories 5° a), 6° a), b)
et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d),
10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°,
38° : 43° a), b) de l'annexe à
l'article R. 122-2 du code de
l'environnement :

Point de départ :

Long. 1° 29' 28" O Lat. 48° 59' 23" N

Point d'arrivée :

Long. 1° 33' 43" O Lat. 48° 50' 05" N

Communes traversées :

Quetteville sur Siene - Cérences - Hudimesnil - Coudeville-sur-Mer - Anctoville-sur-Boscq - St Planchers - Granville

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation
environnementale ?

Oui ☐

Non ☐

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les
différentes composantes de votre projet et
indiquez à quelle date il a été autorisé ?

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune ZNIEFF n'est concernée par le tracé de l'interconnexion. ZNIEFF la plus proche : BASSIN DE LA SIENNE Fr250008443 à 660 mètres.
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Concerné par l'Arrêté de Protection de Biotope "La Sienne et ses affluents" FR3800826 créé le 11 octobre 2017. Traversée d'un cours d'eau concerné par l'APB à Quettreville-sur-Sienne : La Raulinerie (code hydro I7134150). La canalisation sera posée par forage dirigé sous le cours d'eau. Cf annexe 7. Coudeville-sur-Mer et Granville sont des communes littorales
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plan de prévention du Bruit dans l'Environnement dans la Manche : PPBE 2ème génération approuvé par arrêté préfectoral en date du 9 juillet 2015
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Traverse le périmètre de protection du monument inscrit : "La ferme du Marais", à Quettreville-sur-Sienne (distance : 89 m du monument) et celui du monument inscrit "Château de Grainville" à Granville (distance 450 mètres au plus près du monument).
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cas général : la canalisation d'interconnexion est sous route, ou sous chemin, qui ne sont pas identifiés comme des zones humides, mais parfois en zone de forte ou de faible prédisposition aux zones humides. Cas particulier : évitement des zones humides à Quettreville-sur-Sienne (voir l'annexe 7). Un boisement humide est évité (rue de Loges) et il est prévu le passage du ruisseau de la Raulinerie en forage dirigé.

Dans une commune
couverte par un plan de
prévention des risques
naturels prévisibles (PPRN)
ou par un plan de
prévention des risques
technologiques (PPRT) ?

Si oui, est-il prescrit ou
approuvé ?

☒ ☐

Au titre des chutes de blocs : Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain (PPRMT) concernant les communes de Granville et Donville-les-Bains.
Approuvé le 21 mars 2011.

PPRI de la Sienne (arrêté d'approbation du 29 juillet 2004)

Dans un site ou sur des sols
pollués ?

☐ ☒

Dans une zone de
répartition des eaux ?

☐ ☒

Dans un périmètre de
protection rapprochée
d'un captage d'eau
destiné à la
consommation humaine
ou d'eau minérale
naturelle ?

☒ ☐

L'interconnexion nord traverse le périmètre de protection de la prise d'eau de la Sienne (l'arrêté de DUP et son périmètre vont être revus dans le cadre de la modification cette prise d'eau)

Le tracé de la canalisation de liaison entre Cérences et Granville ne concerne aucun périmètre de protection de captage.

Dans un site Inscrit ?

☐ ☒

Le projet se situe-t-il, dans
ou à proximité :

Oui Non

Lequel et à quelle distance ?

D'un site Natura 2000 ?

☐ ☒

D'un site classé ?

☐ ☒

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Evacuation des matériaux du site pour les terrassements sous chaussée ou sous accotement : environ 16 000 m³ Remise en place des matériaux du site pour les traversées de champs
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'apport de matériau va dépendre des possibilités de réutilisation des matériaux en place. Au maximum, les volumes à rapporter seront les suivants Matériaux rapportés dans les tranchées : Sable : 5 000 m³ environ GNT 0/31,5 : 10 600 m³ Enrobé : environ 400 m³
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui, uniquement dans les secteurs où la canalisation ne passera pas sous chaussée ou sous chemin (linéaire concerné : 1 km).
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pour les passages en domaine privé, des servitudes seront mises en place avec les propriétaires. Les espaces concernés garderont leur vocation actuelle, après remise en état après les travaux.
	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Sismicité : risque faible - Chutes de blocs : aucun risque Cavités : aucune cavité recensée à proximité Glissements de terrain : aucun Terrains prédisposés aux mammères : non concerné Des zones inondables seront traversées, mais la canalisation étant enterrée, il n'y aura pas d'impact sur les crues. Aléas miniers : aucun PPRT : aucun</p>
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase d'exploitation, un renouvellement régulier de l'eau est réalisé, pour conserver toutes ses qualités à l'eau distribuée. D'autre part, les rinçages, la désinfection et les tests pratiqués avant la première mise en service, et sous contrôle d'un laboratoire agréé, permettent d'éviter tout risque sanitaire lié à une contamination de l'eau.
	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Transport de matériaux par des semis pendant la durée du chantier.
Nuisances	Est-il source de bruit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Une canalisation d'eau potable enterrée ne crée aucun bruit. Seule la période de chantier pourra générer un peu de bruit. Le bruit provient des engins de terrassement (pelle mécanique, compacteurs), des camions qui circulent, et des avertisseurs de recul. Le chantier n'est exécuté que dans la journée, et pendant les heures ouvrées, il n'a pas lieu la nuit.</p>

Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Une canalisation d'eau potable enterrée ne crée aucune odeur. De même, lors de la période de chantier, aucune odeur particulière n'est produite.
Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Compactage des tranchées.
Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Emissions			
Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase de mise en service, les effluents seront rejetés vers le milieu naturel après neutralisation du chlore résiduel. Conformément au code de la santé publique, les produits utilisés pour les rinçages et la désinfection sont composés de constituants autorisés, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 19/12/2013. En phase d'exploitation, un renouvellement régulier de l'eau est réalisé (gestion des volumes sanitaires). Cependant, ponctuellement, des vidanges peuvent avoir lieu (évacuation dans des fossés, ou exutoire eaux pluviales). Uniquement pendant la phase chantier. Les entreprises en charge des travaux évacuent les déchets conformément à la réglementation.
Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☒ Non ☐ Si oui, décrivez lesquelles :

Projets soumis à l'avis de l'autorité environnementale (site internet de la DREAL Normandie consulté le 16/07/2019) :

Hudimesnil : Extension d'un élevage laitier ==> Lieu-dit l'Etonnerie. Pas d'impact cumulé

Saint-Pianchers : Création d'une ZAC==> Projet à 1,5 km de la future interconnexion. Pas d'impact cumulé

Granville : ZAC de la Clémentière - Dossier de réalisation==> La canalisation d'interconnexion va longer la limite nord de la ZAC (rue de la Fontaine Jolle). Il s'agit d'un projet d'éco-quartier de 750 logements.

Les nuisances dues à la période de chantier pourront donc être doublement ressenties par les riverains en cas de concomitance des périodes de chantier des deux opérations.

En phase exploitation, les impacts des deux opérations vont se compenser pour ce qui est de l'alimentation en eau potable. Le nouveau besoin en eau créé par les habitations de la ZAC pourra être satisfait par l'interconnexion.

Projets soumis à autorisation ou à déclaration loi sur l'eau (Site internet de la Préfecture de la Manche consulté le 16/07/2019) :

Epannage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de Granville==> pas d'impact cumulé car les opérations n'ont pas le même type d'impact

Granville Dragage du port du Hérél - retrait des sédiments devant la porte du bassin à flot ==> pas d'impact cumulé car les opérations n'ont pas le même type d'impact

Hudimesnil : régularisation de 2 plans d'eau ==> Pas d'impact cumulé

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

En phase d'exploitation : pas d'impact à part le rejet d'eau potable dans la milieu naturel, ou dans des exutoires eaux pluviales (fossé, réseau) lors des vidanges. Pas d'incidences particulières prévues.

En phase chantier : limitation dans la durée et impact réversibles.

La mise en œuvre de l'interconnexion n'aura pas d'impact négatif significatif sur la santé des populations riveraines, mais seulement un risque de gêne occasionnelle durant la période de travaux. L'objectif étant de renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau potable des populations des territoires concernés, pour leur garantir la fourniture d'une eau conforme aux normes sanitaires. L'impact sur la santé s'avérera positif.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

La réalisation d'une étude d'impact n'apparaît pas nécessaire car les contraintes environnementales sont prises en compte lors de la conception du projet, et car les impacts sur l'environnement sont très limités au regard de la nature du projet. La création de l'interconnexion se fait majoritairement en milieu déjà aménagé (sous route, sous chemin).

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

6.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 7 : évitement des zones humides et zone d'Arrêté de Protection de Biotope

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à

Sto

le

16/09/2015

Signature



Pour le Président, par délégation
Jean-François BALLAND, Directeur

